

MARDI 9 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = « **Non, le chômage ne baisse pas aux États-Unis !** » (Charles Sannat) p.1
- = **L'exposition de la Deutsche Bank est totalement inconsciente et irresponsable...** p.5
- = **CE N'EST PAS TOUT DE REVENDIQUER LA FLEXIBILITÉ** (François Leclerc) p.6
- = **Bourses, la remise à niveau se poursuit.** (Bruno Bertez) p.7
- = **La guerre contre le cash , encadré** (Bruno Bertez) p.9
- = **Effet “double lame de rasoir” sur le marché obligataire** (Philippe Béchade) p.10
- = **Chine: chute de 18,1% des importations en mai, repli des exportations** p.14
- = **Syrie, ISIS, Etats-Unis, CIA... Qui sont les “méchants” ?** (Bill Bonner) p.15
- = **Enfumage par des gamellards...** p.16
- = **Envisager les choses d'un point de vue commercial uniquement** (Paul Jorion) p.20
- = **Le pétri dans le pétrin. Ou l'optimum de l'habiter de l'humanité...** p.21
- = **+ 1,5°C ? + 2°C ? ... Quand le climat basculera-t-il vers un monde très dangereux ?** p.24
- = **Les producteurs et les consommateurs ne sont pas représentés dans les prix** (Mac Slavo) p.31
- = **Les actions chinoises en eaux troubles** p.33
- = **Réunion de l'OPEP du 5 juin : un coup pour rien ?** p.34
- = **« Les 10.000 tonnes d'or de la Chine détruiront le DOLLAR »** p.37
- = **Rester en dessous de 2°C, un objectif politique illusoire** p.39
- = **L'image du jour : Comme les arbres, les dettes ne montent jamais jusqu'au ciel...** p.39



« Non, le chômage ne baisse pas aux États-Unis ! La preuve officielle par le BLS, l'INSEE américain ! »

Charles Sannat 9 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

C'est la reprise, d'ailleurs... « regardez, l'économie américaine n'a jamais créé autant d'emplois... ou alors vous dites que les statistiques sont mensongères »... Et évidemment, si vous avez l'outrecuidance de dire que les statistiques sont fausses, vous serez immédiatement taxé de complotisme prémédité aggravé, ce qui va chercher une peine vers la perpétuité de nos jours.

Les statistiques ne sont pas fausses... elles sont faussées, nuance !

Par exemple, on vous explique actuellement que les USA, dans les 12 derniers mois, ont créé 2 millions d'emplois ! Houlala, voilà une bonne nouvelle.

Sauf que ce chiffre est totalement faux. On peut, dans une lecture

parfaitement malhonnête intellectuellement, lui faire dire cela mais une lecture attentive et objective des chiffres ne peut que conduire le lecteur à une conclusion radicalement différente.

Deux exemples : les « self-employed » et les temps partiels subis...

Les « self-employed » c'est un peu l'équivalent de nos auto-entrepreneurs aux USA. Et selon certaines études, plus de 53 % de ces auto-entrepreneurs avaient plus de 45 ans... Vous savez que je suis un fervent défenseur en France du régime de l'auto-entreprise car il permet à des gens exclus (à partir de 40 ans, on est trop vieux) durablement du marché du travail de bricoler un peu par eux-mêmes et d'accéder ainsi à une forme de dignité au-delà d'un salaire mirobolant.

Il ne s'agit donc pas de critiquer ce régime fut-il français ou américain. Non en revanche, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, la réalité économique des auto-entrepreneurs est exactement la même, à savoir qu'il s'agit majoritairement de ce que l'on appelle des seniors (les plus de 40 ans, et j'en fais désormais partie) et le revenu moyen de ces auto-entrepreneurs est très faible. Aux USA, cela inclut par exemple toutes les activités de baby-sitting ou qui, chez nous, sont regroupées sous le vocable « aide à la personne ».

Dire qu'il y aurait une reprise de l'emploi et de la croissance économique parce que le nombre d'auto-entrepreneurs augmenterait et serait assimilé à de la création d'emplois serait totalement malhonnête économiquement car la véritable reprise économique se matérialiserait par la reprise de l'emploi salarié et par l'embauche massive par des entreprises. Pas par l'inscription de milliers de désespérés en plus au régime de l'auto-entreprise, histoire de tenter le tout pour le tout mais sans grand espoir.

Or en mai 2014, les « self-employed » US étaient au nombre de 8 millions et 399 000 environ. Un an plus tard, en mai 2015, ils sont 9 millions et 142 000... soit tout de même 743 000 « créations d'emplois » en un an.

Cela représente presque 50 % des créations que l'on vous annonce dans les grands médias à grands coups de communiqués victorieux.

Le reste des créations d'emplois ? Vous les trouverez sans problème dans le bas du tableau du BLS dont je vous joins le lien en bas de page. Le BLS c'est

le Bureau of Labor Statistics... cela peut se traduire par le « bureau des statistiques du travail ». C'est l'organisme gouvernemental officiel en charge de ces sujets aux USA. On ne peut pas faire plus officiel. C'est dramatique. Là encore, on voit qu'il n'y a aucune reprise économique matérialisée par de l'emploi réel et de qualité.

Il ne faut pas non plus oublier que le taux de participation à la population active n'a jamais été aussi bas depuis les années... 70 ! Les gens sont tellement sûrs de ne pas trouver de travail qu'ils se retirent tout simplement du marché du travail et ne sont plus comptabilisés.

Enfin, le salaire horaire aux États-Unis, si l'on fait abstraction d'une ou deux annonces tonitruantes comme McDo qui va augmenter un poil ses équipiers (ce qui ne fait pas, loin de là, l'économie US), eh bien il est officiellement en hausse de 1,7 % avec une inflation de 1,3 %, autant dire que l'on est loin, très loin de la surchauffe.

Pour tout dire, en réalité, aux États-Unis, comme en Europe et de façon générale dans le monde occidental, nous assistons à la paupérisation massive des populations. La raison est assez simple. Nous avons voulu faire rentrer dans l'économie mondiale des pays à « bas coûts ». Ce qui devait arriver arriva. Nous assistons et nous subissons un immense mouvement d'ajustement économique, et ce n'est pas tant l'Asie qui monte que nous qui descendons.

Tout le monde l'a parfaitement compris. On ne veut juste pas vous le dire officiellement car cela serait trop déprimant.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Nouvelle plainte ! Le plan de relance de la BCE attaqué devant la Cour de Karlsruhe](#)

On a appris aujourd'hui par cet article de Boursorama qu'une nouvelle plainte avait été déposée en Allemagne contre le dernier plan de relance de 1 100 milliards d'euros mis en œuvre par la BCE.

« La cour constitutionnelle allemande a de nouveau été saisie pour examiner la constitutionnalité de l'action de la BCE.

On savait que le plan de relance de la BCE (« quantitative easing », dit « QE ») n'était pas du goût de l'Allemagne, réticente sur le principe d'une relance

monétaire. Chose promise, chose due : une plainte sera examinée par la Cour constitutionnelle allemande visant à bloquer l'action de la BCE.

Comme le rappelle avec ironie Jean-Philippe Lacour des *Échos* dans l'édition du lundi 8 juin : « Censurer la politique monétaire de la BCE est en passe de devenir une occupation permanente pour le juge allemand ». »

« Plainte à la Cour constitutionnelle

C'est début mai qu'une plainte contre le plan de relance de la BCE a été déposée à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe par trois particuliers allemands, explique *Les Échos* ce lundi 8 juin. Les plaignants estiment que le « quantitative easing » de la BCE ne serait pas conforme à la législation allemande et européenne.

En cause : un questionnement fondamental sur la compatibilité entre, d'une part, le plan de rachat de dettes souveraines par la BCE, et d'autre part les lois interdisant le financement d'un État-membre de la zone euro par un autre État-membre. »

Alors cela est, encore une fois, de nature à brouiller le message de solidité de l'euro et le côté justement irréversible de la monnaie unique selon le propre terme utilisé par Mario Draghi, le gouverneur de la BCE.

On voit bien que l'Europe a réussi en grande partie à défaire les États souverains et limiter considérablement leurs marges de manœuvre sans parvenir pour autant à créer une Europe fédérale efficace.

Nous sommes donc dans la situation la pire où nous n'avons plus les avantages des nations souveraines et pas non plus ceux d'une Europe fédérale.

Nous devons donc opérer une révolution vers plus d'Europe et vite où nous irons forcément vers moins d'Europe et vite également.

Charles SANNAT

<http://www.boursorama.com/actualites/le-plan-de-relance-de-la-bce-attaque-devant-la-cour-de-karlsruhe-7d70dbb3aaf118df3189a759946fce9e>

Chine : les exportations en baisse de 2,8 % en mai

Il s'agit de mauvais chiffres pas tant pour la Chine qui, compte tenu de ses réserves, saura vraisemblablement gérer cette situation économique où la demande mondiale est moins forte, mais bien pour le reste du monde.

Encore une fois, la Chine, usine du monde, matérialise par son commerce extérieur le dynamisme mondial. Lorsque la Chine n'exporte pas ou moins, inutile de dire que ce n'est pas une bonne nouvelle.

La croissance mondiale et la demande occidentale sont anémiques.

Charles SANNAT

Basculement du monde. Le PIB des BRICS surclassera prochainement celui du G7

Économiquement, c'est la fin de l'hégémonie américaine.

Politiquement, il va falloir en tirer les conclusions.

En termes géopolitiques et de gouvernance internationale, les institutions devraient évoluer pour laisser de plus en plus de place à des pays comme la Chine ou la Russie.

Monétairement parlant, le système monétaire international, comme dans les années 70, devrait être revu et adapté, ce qui risque de vous faire perdre pas mal d'argent au passage.

C'est évidemment une évolution majeure à laquelle nous sommes confrontés.

Charles SANNAT

L'exposition de la Deutsche Bank est totalement inconsciente et irresponsable...

Qui perd gagne Posted on 8 juin 2015 zerohedge.com

La position des produits dérivés de la Deutsche Bank est près de 15 fois plus grande que le PIB de l'Allemagne.

- Elle a été récemment évaluée à environ \$54 trillion.
- Le PIB de l'Allemagne, le quatrième plus grand dans le monde, est d'environ \$ 3,64 trillions .

La position des produits dérivés de la Deutsche Bank est vraiment énorme.

- Si la Deutsche Bank était mise hors-jeu dans ses positions sur dérivés il n'y aurait pas un gouvernement ou une institution sur terre qui pourrait la renflouer et elle pourrait conduire à la contagion dans le système financier allemand et par effet de domino dans le système financier mondial.

CE N'EST PAS TOUT DE REVENDIQUER LA FLEXIBILITÉ

par François Leclerc 9 juin 2015

Christine Lagarde avait utilisé le mot et Barack Obama l'a repris en appelant la Grèce et ses créanciers à faire preuve de *flexibilité*. Mais on la cherche toujours du côté de ces derniers. Le Wall Street Journal a confirmé que Jean-Claude Juncker avait proposé la semaine dernière au gouvernement grec de prolonger de neuf mois, jusqu'à mars 2016, l'actuel *plan de sauvetage* qui l'a déjà été à deux reprises, et de débloquer l'utilisation des 10,9 milliards d'euros inutilisés destinés aux banques afin qu'il dispose des ressources nécessaires pour faire face à ses échéances de remboursement. Mais c'était sous condition d'accepter les mesures exigées par les créanciers à la suite de leur mini-sommet de lundi de la semaine dernière et ce projet a capoté, suscitant une réaction de dépit de son auteur.

Ce nouvel épisode illustre la fermeture des créanciers, qui se refusent à tout assouplissement au nom d'une pseudo rigueur financière masquant leur intention de faire plier le gouvernement grec, afin qu'il perde sa crédibilité aux yeux des électeurs et devienne plus complaisant ou qu'un autre lui succède. Ce n'est pas parti pour se concrétiser, la menace étant au contraire brandie par des membres du gouvernement grec d'un retour vers les électeurs en cas d'échec des négociations, alors qu'un nouveau sondage donne Syriza très loin en tête devant Nouvelle Démocratie (45% contre 21,4%). Quel sens cela aurait-il par ailleurs d'accorder sous des conditions inchangées – et rejetées – un délai de neuf mois ? Anticiper dès maintenant que le second round de négociation sera aussi long et difficile que le premier ?

Une nouveauté est intervenue avec la suggestion du président polonais du Conseil européen, Donald Tusk, reprise ensuite par François Hollande, qui a proposé de reprendre la négociation sur les mesures rejetées en y substituant de nouvelles, à condition que leur impact financier soit équivalent. C'est cette balle qui a été saisie par le gouvernement grec, qui a immédiatement envoyé des émissaires de poids rechercher à Bruxelles des points de convergence, dans la perspective d'une nouvelle rencontre d'Alexis Tsipras avec Angela Merkel et François Hollande demain mercredi. De source européenne, l'annonce était faite dès ce matin que de nouvelles propositions dont le détail

n'est pas connu avaient été reçues et qu'elles étaient déjà à l'étude à Bruxelles. Le journal grec Kathimerini fait état de nouvelles mesures soigneusement pesées sur les sujets brûlants : l'augmentation de la TVA et les retraites ainsi que sur l'acceptation de l'objectif d'excédent budgétaire de 1% pour cette année. La proposition de Yanis Varoufakis d'obtenir un prêt du Mécanisme européen de stabilité (MES) afin de rembourser la BCE et cet été et de débloquer le remboursement des intérêts perçus par la BCE sur les titres grecs serait à nouveau sur la table.

Dans une interview à Corriere della Sera, Alexis Tsipras a une fois de plus estimé ce matin qu'un accord était « très proche », mais qu'il était « inconcevable qu'après cinq ans d'austérité, on nous demande de réduire les retraites les plus faibles et les allocations qui concernent les citoyens les plus pauvres ». Faisant valoir que « notre objectif est que les mesures tiennent compte du principe de redistribution et de justice sociale », il s'est ensuite interrogé : « Si les dirigeants européens ne peuvent pas régler un problème comme celui de la Grèce, qui représente 2% de son économie, quelle sera la réaction des marchés pour les pays qui affrontent des problèmes beaucoup plus grands, comme l'Espagne ou **l'Italie qui a une dette publique de 2.000 milliards d'euros ?** ».

Bourses, la remise à niveau se poursuit

Article Bruno Bertez du 8 juin 2015

Bourses, la remise à niveau se poursuit

Nous vous recommandons de lire nos derniers articles boursiers. Ils tracent le cadre de nos réflexions. Nous considérons que nous sommes, non pas dans une phase de correction, comme le dit Noyer, mais dans une phase de nouvelle appréciation provoquée par les indicateurs économiques.

Les indicateurs économiques importants écartent les risques de déflation. Ils pointent même en sens inverse. Ceci explique les dégagements constatés sur les marchés de taux d'intérêt.

Par ailleurs, nous avons souligné la réduction importante des capitaux disponibles sur le marché mondial pour soutenir les fonds d'Etat. Le recyclage mondial se contracte. Les réserves des Banques Centrales ont baissé de 400 milliards en quelques mois. Ce sont 400 milliards qui

manquent sur les marchés obligataires. C'est du vrai argent. Ce n'est pas de l'argent spéculatif et cela a donc du poids.

Noyer s'est exprimé pour ne rien dire, comme d'habitude.

Il nous a dit que la volatilité fait partie du marché. Nous vous avons expliqué que le mot « volatilité » devait toujours être traduit par baisse, donc il faut comprendre que Noyer nous dit que la baisse fait partie du marché. Lui considère que ce qui se passe actuellement est une correction : « de temps en temps, il y a une correction sur les marchés, ce qui peut être normal ».

Draghi, lui, de son côté, avait échoué à rassurer qui que ce soit la semaine dernière. Interrogé sur la hausse des taux obligataires en Allemagne, et sur les périphériques européens, il a affirmé que le conseil des gouverneurs de la BCE : « avait unanimement considéré qu'il fallait passer outre ces développements et maintenir une trajectoire régulière de la politique monétaire ». Cela ne veut pas dire grand-chose et cela prouve tout simplement qu'il est perplexe.

Mersch, le directeur de la BCE, a dit des choses un peu plus intéressantes. Il considère que la hausse des taux est due « au raffermissement de la croissance et au renversement des anticipations concernant l'inflation », c'est-à-dire à la fin du spectre de la déflation. C'est un peu ce que nous pensons.

Le marché des actions a un comportement assez inquiétant, le sentiment des opérateurs se dégrade. On voit des ventes de lassitude et, depuis deux ou trois séances, des liquidations de positions. L'indice Eurostoxx50 se rapproche de zones que nous avons déjà analysées et considérées comme critiques. La zone des 3460 n'est pas vraiment une zone pivot, c'est plutôt une étape intermédiaire. En revanche, la zone des 3370/3420 risque d'avoir une signification plus importante pour les chartistes. Depuis le top d'avril, la baisse est quasi continue et on est en train de former un W baissier qui ne nous dit rien de bon.

Ceci n'est pas une prévision, car, comme vous le savez, nous n'en faisons plus. Nous ne nous sentons pas capables de deviner ce qui se passe dans l'esprit confus de ceux qui font le marché à la main. S'ils prennent peur, il est possible qu'ils en arrivent à considérer que nous sommes dans une situation « d'excès de volatilité », ce qui, traduit en français, voudra dire que l'on a

trop baissé.

Nous vous recommandons la lecture de nos derniers papiers boursiers et financiers, ils constituent un bon cadre pour comprendre ce qui se passe.

La guerre contre le cash , encadré

Bruno Bertez 9 juin 2015

Ceci est un encadré qui se glisse après près la première partie, et avant la suivante.

Il m'a été inspiré après une émission de radio à laquelle j'ai participé à la TSR (Ligne Directe) sur ce thème; je me suis aperçu que tout le monde mélangeait tout, j'ai donc mis un peu d'ordre. Cet encadré éclaire les fondements du débat.

Titre : La guerre contre le cash

Encadré :

La guerre contre le cash se déroule sur cinq fronts. Faute de distinguer entre ces différents fronts, la confusion s'installe et le débat devient impossible.

Premier front, celui de la macro-économie. La suppression du cash est suggérée par certains pour accélérer la vitesse de rotation de la monnaie et ainsi favoriser la reprise économique. Le cash serait en quelque sorte une sorte d'obstacle à la bonne transmission des politiques économiques et singulièrement à celles des mesures non-conventionnelles, comme les taux zéro ou négatifs.

Second front, celui de la rentabilité des banques. Les syndicats bancaires vont valoir que la manipulation du cash coûte cher (très cher disent-ils). Ils vont jusqu'à chiffrer le coût de l'usage du cash bien entendu en omettant celui des solutions alternatives. Les banques ne vont pas jusqu'à chiffrer le bénéfice supplémentaire qu'elles tireront des commissions sur l'usage des cartes, etc.

Troisième front, celui de la sécurité bancaire. Si les déposants ne peuvent retirer leur argent cash des banques commerciales, alors les ruées, les « runs », les paniques qui font tomber les banques deviennent impossibles.

Quatrième front, celui de la fiscalité. La disparition du cash et son remplacement par les paiements modernes permet de tracer toutes les transactions et ainsi elle est censée faire disparaître la fraude, laquelle se

pratique souvent à partir des espèces.

Cinquième front, celui des libertés individuelles et du choix par le détenteur d'argent liquide d'en faire ce qu'il veut. A partir du moment où tout est recensé, surveillé et contrôlé, à partir du moment où tout est piégé dans le système, on a les outils pour forcer les agents économiques à certains types d'emplois plutôt qu'à d'autres. Comme des souscriptions obligatoires (genre emprunt de solidarité) à certaines émissions dès lors que l'on dépasse un certain seuil de crédit en banque.

Effet “double lame de rasoir” sur le marché obligataire

09 juin 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Bill Gross vient peut-être d'encaisser l'une plus phénoménales plus-values de sa carrière. S'il a effectivement vendu à découvert les Bunds allemands comme il le recommandait il y a deux mois, alors que le 10 ans affichait un rendement inférieur ou égal à 0,1% (toutes les maturités affichant un rendement négatif entre un mois et huit ans), il vient d'encaisser une différence de plus de 90 points de base en six semaines... et même très exactement 95 points de base entre le plancher historique des 0,048% et 0,998% jeudi dernier.

Le premier coup de boutoir du 28 avril au 7 mai avait sévèrement pris à revers les tenants de la “nouvelle normalité” — celle de taux devenant durablement négatifs.

Après quelques jours de réflexion, certains d'entre eux admettent que payer pour avoir le privilège de prêter sans avoir la certitude absolue d'être remboursé... c'est un cas de figure assez déroutant.

Alors admettons que les marchés aient pris peur à l'orée d'un territoire financier inconnu — quasiment vierge sur le plan théorique. Il est concevable qu'ils aient fait brusquement marche arrière, comme un cheval qui refuse un obstacle... avant que son cavalier reprenne le contrôle et lui impose de surmonter sa peur.

La première semaine du mois de mai constituait une bonne opportunité de repasser long sur les bons de Trésor

En attendant que les marchés se remettent dans le bon axe, place à une évaluation sereine de la situation. Des Bunds évoluant entre 0,5% et 0,75%, cela reste

historiquement très bas. La BCE ayant fait connaître sa volonté de s'opposer à tout accès de volatilité indésirable — via l'ajustement de sa politique de rachats d'actifs —, les investisseurs pouvaient se préparer à un été tranquille... c'est-à-dire à une stabilisation ou une légère décreue des rendements d'ici la rentrée.

Autrement dit, la première semaine du mois de mai constituait une bonne opportunité de repasser *long* sur les bons de Trésor et de laisser Bill Gross s'épuiser à "shorter" des Bunds. Une fois passé un petit épisode de faiblesse sans lendemain, place au retour vers les plus hauts historiques.

C'est là que s'est enclenché l'effet "rasoir à double lame" : alors que les optimistes redressaient hardiment la tête, les choses ont pris une tournure sanglante.

Les taux longs se sont retendus de 50 points en moyenne la semaine dernière : l'équivalent de deux tours de vis monétaire d'une banque centrale. La poussée de fièvre a même atteint +65 points de base si l'on y inclut le *sell off* de jeudi matin — le Bund testant les 1% et les OAT les 1,30%.

▪ Le dossier grec, suite

A côté de cette débâcle, le "coup de blues" des emprunts grecs (+70 points de base à 11,4% vendredi dernier) fait figure d'incident de parcours anecdotique.

Il faut dire que vendredi, tous les protagonistes du dossier grec sont partis bouder dans leur coin. C'est Alexis Tsipras qui avait commencé : "nan, j'irai pas à Bruxelles vendredi, les créanciers font rien qu'à remettre en permanence sur la table les mêmes exigences inacceptables".

Jean-Claude Juncker a répliqué du tac au tac : "Tsipras, il fait rien qu'à faire enrager mes amis créanciers, je le prends plus au téléphone".

Et Angela Merkel qui accueillait ses hôtes du G7 (moins la Russie) à Garmisch — avec haie d'honneur de barbus bavarois en culotte de peau — déclarait : "ach, c'est pas gagné avec la Grèce".

"Tsipras, il fait rien qu'à faire enrager mes amis créanciers, je le prends plus au téléphone" Voilà cinq mois que les négociations durent, et les points de vue semblent toujours aussi éloignés — sauf pour François Hollande qui déclarait mercredi dernier qu'Athènes et ses créanciers n'étaient plus qu'à quelques heures d'un accord. Il devient donc légitime de se demander quel est le but

du jeu : s'agit-il de contraindre Syriza à demander au peuple grec s'il accepte de lâcher du lest... ou bien le gouvernement doit-il aller au bout de ses engagements de ne plus accepter ce que la majorité des Grecs juge inacceptable ?

Cela revient à organiser un référendum pour ou contre le maintien de la Grèce dans l'Europe.

C'est-à-dire pour une mise sous tutelle humiliante et définitive pour les 30 ou 40 prochaines années... ou pour le constat de la faillite et la promesse d'une vengeance impitoyable des créanciers (il faut bien effrayer d'une manière ou d'une autre le bon peuple, lorsque l'amadouer ne marche plus).

Si nous nous référons à l'exemple islandais, le peuple grec n'a pas grand-chose à redouter des brasseurs d'argent de la City ou des hauts fonctionnaires du FMI. Cependant, les créanciers affirment que cela se passera différemment cette fois-ci car il y va de l'avenir de l'Europe.

Ah, parce qu'avec l'état d'esprit actuel, avec ou sans la Grèce, l'Europe a un "avenir" ?

Les Britanniques n'ont jamais accepté d'intégrer l'euro, ils ne versent jamais plus à Bruxelles qu'ils n'espèrent recevoir... et malgré ça, ils sont près de la moitié à vouloir sortir de l'Union européenne.

Les Grecs qui se veulent majoritairement pro-européens doivent vraiment être masochistes ! Ou alors ils ont fait le calcul qu'à un moment, cela devrait devenir une bonne affaire ; dans ce cas, l'Europe a tout intérêt à ce qu'un Grexit leur coupe l'herbe sous le pied.

▪ **C'est surtout le QE que les marchés observent**

Le principal enseignement de la semaine passée reste toutefois que le marché n'a pas succombé à la grande peur que la Grèce fasse défaut mais à celle que le QE de la BCE ne serve à rien... Enfin, à rien d'autre qu'à tenir la promesse faite aux banques de leur racheter leur stock de dettes souveraines périphériques au plus haut historique.

En ce qui concerne l'inflation, elle avait bien commencé à se redresser avant même que les 60 milliards d'euros de la BCE déferlent chaque mois dans la sphère financière. Et pour ce qui est du "soutien à la croissance", le ralentissement asiatique et américain commence à affecter l'Allemagne, la locomotive de l'Eurozone.

La Bourse de Francfort — et les investisseurs non-résidents — ne s’y trompent pas : le DAX 30 décroche sous les 11 200 points. Il accuse désormais une correction de 10% sur ses sommets historiques de fin avril.

A mesure que le DAX s’enfonce, toujours pas la moindre trace de ces gérants supposés trop timorés et sous-investis, guettant le moindre repli des actions pour se renforcer.

Même constat pour le CAC 40 : lorsqu’il s’était replié vers 4 975 points mi-mai, c’était la dernière chance d’acheter avant l’envol estival vers 5 500... Mais sous 5 000 cette fois, il n’y a plus personne.

▪ **Bientôt la Bérézina ?**

Quelques analystes techniques avec lesquels j’ai correspondu jeudi et vendredi se félicitaient que les flux qui avaient déferlé vers l’Europe du 6 janvier à la mi-mars n’étaient pas repartis d’où ils étaient venus. Pas de désertion de ces capitaux — par nature volatils — qui transitent entre les continents en sautant d’un ETF à l’autre.

Les lignes n’auraient pas encore bougé côté actions ; sur le front obligataire, en revanche, c’est déjà la retraite de Russie.

Lorsque les primes sur les actions seront recalculées l’aune de rendements qui ont repris de 75 à 100 points de base (pour des valeurs très comparables à celle de fin septembre 2014), cela risque de se transformer en Bérézina.

Mais les gérants sont des gens intelligents, redoutablement intelligents même... et tout aussi redoutablement moutonniers : pourquoi continuent-ils à s’arc-bouter sur les actions alors que le sol se dérobe de toute évidence sous leurs pieds ?

Eh bien, tout simplement parce les gros — très gros — allocataires de fonds sont venus se placer sur les actions afin d’encaisser des dividendes. Ces derniers sont distribués en France de mai à juin, et ils restent aujourd’hui encore plus substantiels en Europe que les coupons versés par les emprunteurs souverains (les Etats). Cependant, c’est en train de changer à une vitesse prodigieuse.

Ces “revenus” provenant des actions permettent aux gérants de fonds collectifs de servir des pensions plus élevées aux retraités sans entamer le capital... mais en prenant un énorme risque sur la valeur de l’encours : cela valait-il la peine de venir chercher 3% de rendement sur les valeurs

allemandes pour en reperdre 9% ou 10% en à peine six semaines ?

La réponse de ceux qui applaudissent les politiques de création monétaire *ex nihilo* donne à réfléchir : “vous croyez vraiment que les dettes d’Etat sont moins risquées ?”

Une dette peut être restructurée et sa valeur rayée d’un trait de plume. En revanche, une multinationale qui produit ce que les gens consomment ne disparaît pas en un week-end. Si le dollar ou le yen cessent de valoir quelque chose, l’action vaudra toujours le même nombre de francs suisses ou de couronnes norvégiennes... ou de **Maple Leaf en argent canadiennes** : c’est aussi simple que cela.

Chine: chute de 18,1% des importations en mai, repli des exportations

BusinessBourse Le 08 juin 2015

La Chine a vu ses importations plonger de 18,1% sur un an [ne pas confondre avec 2,8% sur un mois en mai] en mai, tandis que ses exportations enregistraient un nouveau repli, selon des chiffres officiels publiés lundi, symptômes inquiétants sur la vigueur de la deuxième économie mondiale.

Les importations chinoises se sont établies à 803,3 milliards de yuans (l’équivalent de 130 milliards de dollars) le mois dernier, signant leur septième mois de recul consécutif, après avoir déjà connu en janvier et février des plonges d’environ 20%.

Ces chiffres moroses étaient de nature à conforter les inquiétudes sur la détérioration persistante de la demande intérieure chinoise, à un moment où l’activité économique ralentit fortement.

Les exportations du géant asiatique se sont quant à elles contractées de 2,8% en mai, à 1170 milliards de yuans (191 milliards de dollars), a ajouté l’administration des Douanes, ne fournissant dans un premier temps que des montants en devise chinoise.

C’est légèrement en-deçà du repli de 4% anticipé par les analystes interrogés par l’agence Bloomberg, et mieux que la baisse surprise de 6% affichée le mois précédent.

Alors qu’exportations et importations trébuchaient à nouveau de concert,

l'excédent commercial chinois a bondi de 65% sur un an en mai, à 367 milliards de yuans (60 milliards de dollars), après s'être déjà envolé de 85% en avril.

On se rapprochait ainsi des excédents record des derniers mois, avec un sommet à 370,5 milliards de yuans enregistré en février par le pays, numéro un mondial des échanges manufacturés.

L'excédent commercial chinois s'était établi en 2014 au niveau historique de 2350 milliards de yuans, sur fond de stagnation des importations et de modération des exportations (+6,1% sur l'année).

Le gouvernement avait pris acte mi-mars du vif ralentissement des échanges commerciaux comme de la consommation intérieure: il ambitionne désormais pour 2015 une progression d'"environ 6%" du commerce extérieur (contre 7,5% visés en 2014). Un pari difficile alors que les échanges ne cessent de fléchir.

Alors que le pays devrait enregistrer cette année sa plus faible croissance économique depuis un quart de siècle, Pékin vante ses efforts de "rééquilibrage", désireux de doper la consommation et le secteur des services et appelant ostensiblement à "une montée en gamme" de ses exportations.

Source: [romandie](#)

[Syrie, ISIS, Etats-Unis, CIA... Qui sont les "méchants" ?](#)

09 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Imaginez un pauvre soldat de l'infanterie allemande en 1943. Provenant d'une bonne famille de Hambourg, enrôlé dans la Wehrmacht hitlérienne et envoyé sur le front de l'est. Frigorifié, malheureux, affamé la plupart du temps, traqué par les "terroristes" dans les bois... tandis que des millions de soldats soviétiques — y compris les redoutables troupes sibériennes — étaient déterminés à le tuer.

Il semblait si fier dans son nouvel uniforme, quand il est parti. On lui a dit qu'il défendait la chrétienté contre les bolcheviques assoiffés de sang. Il y croyait. Il faisait confiance au Führer et au Reich. Qui n'y croyait pas ?

Et voilà que des doutes commençaient à s'insinuer dans son esprit.

Il avait vu des civils fusillés par ses propres troupes. Il avait aidé à envoyer des prisonniers russes et polonais vers les camps, où... d'après les rumeurs... peu d'entre eux survivaient. Certains de ses camarades parlaient ouvertement d'"exterminer" les juifs. Ils parlaient d'eux comme étant des "sous-hommes", comme s'ils n'avaient pas le droit de vivre.

Pour empirer les choses, il battait désormais en retraite.

Assis dans sa tranchée, il s'est peut-être tourné vers son ami...

"Ludwig... k'en penses-tu ? Zommes-nous les méchants ?"

Et s'il n'a pas posé cette question... il aurait dû le faire.

▪ **Qui sont les méchants aujourd'hui ?**

Les Iraniens ? Les Russes ? ISIS ? Les Syriens ? Les Kurdes, les sunnites, les chiites ?

Nous lisons les journaux. Mais nous n'arrivons pas à suivre — pas plus que le gouvernement. La semaine dernière, par exemple, Bherlin Gildon, un Suédois que le gouvernement britannique avait accusé de favoriser le terrorisme, a été libéré. Il avait été arrêté en octobre dernier, au motif qu'il avait rejoint un groupe terroriste syrien et qu'il aidait à leur fournir des armes. Un méchant, à coup sûr !

Oups : les accusations ont été annulées lorsqu'on a appris que le groupe rebelle en question était soutenu... par le gouvernement britannique.

En quelques minutes, Gildon s'est transformé — de terroriste en combattant pour la liberté.

Ceci dit, c'est ainsi que les choses se passent au Proche-Orient depuis longtemps. Le bien et le mal semblent ne pas réussir à se décider. Un homme est un pécheur. Puis il est un saint. Il n'est pas racheté par la foi, mais par la curieuse politique des empêcheurs de tourner en rond.

Oussama ben Laden était un gentil — soutenu par les Etats-Unis, lorsqu'il tentait de bouter les Russes hors d'Afghanistan. Puis il est devenu le pire d'entre les pires lorsqu'il s'est retourné contre les Etats-Unis. Saddam Hussein aussi était un allié de la CIA... pratiquement installé au pouvoir par les Américains. Plus tard, les Etats-Unis lui ont donné des milliards pour l'aider à lutter contre l'Iran. Quelque chose doit avoir mal tourné dans leur relation : plus tard, les Américains l'ont abattu.

Bien entendu, la CIA a laissé des traces dans tout le Moyen-Orient — causant confusion et chaos partout ou presque. Un tripatouillage mène à un autre. Les Etats-Unis soutenaient les rebelles contre le gouvernement syrien — sauf qu'il s'agissait souvent de ceux-là mêmes qui faisaient partie d'ISIS, censé personnifier Satan. Que faut-il en penser ? De quel côté être ? Qui sont les bons ?

Les professionnels de la défense — le FBI, la CIA, la NSA et toutes les autres agences zombies — étaient censés être les bons. Ils étaient censés nous délivrer du mal. Mais après tant de récits de torture, d'espionnage, de mensonges, d'assassinats, de meurtres, Guantanamo, Abou Ghraib, les viols, les drones et tout le reste — nous commençons à nous poser des questions.

A suivre, tandis que nous continuons notre série *Le bon, la brute et le truand...*

Enfumage par des gamellards...

Patrick Reymond 9 juin 2015

Ils sont cons, ces étrangers. Ils pensent passer à 100 % d'énergie électrique renouvelable, ou plus modestement, à 85 %, comme les chinois.

Ils ne se rendent pas compte de la chance inouï que, nous seuls, en France, avons d'avoir le nucléaire, et une élite si "éclairée", qui fait notre "bonheur", au besoin contre nous.

Pour peu, ils penseraient comme les autres. Heureusement qu'on a des zélites pour les empêchaient de faire des bêtises.

Ils sont cons ces parlementaires allemands ou californiens, qui s'acharnent littéralement à réduire la demande électrique, à grands coups de lois et de normes, qui ne coûtent pas grand chose, et qui fait économiser beaucoup.

Jancovici nous dit que le renouvelable coûte (parfois, vient il de rajouter) de 10 à 40 fois plus cher en capital que le nucléaire.

Seulement je serais curieux de savoir comment Jancovici va trouver le carburant à fournir aux centrales nucléaires. Parce que pour nos centrales classiques, c'est plutôt mal barré.

Elles ont été sauvé par les mines Kazakhs, et la baisse de la demande des centrales nipponnes et allemandes, et de bien d'autres, notamment aux USA, où ce que l'on reproche au secteur, c'est de n'être pas rentable.

Mais, qui trop embrasse mal étreint, il faut se rendre compte de l'absurdité du 10 à 40. Ce serait une curiosité de laboratoire, comme de récupérer l'uranium de l'eau de mer. Les nippons l'ont fait, mais cela n'a, dans ce cas, aucun sens. C'est au prix d'une débauche d'énergie si totale qu'elle en est caricaturale.

Pour gagner 1 ou a dépenser 1000. Donc, on ne l'appliquera pas. Pour le reste, le monde entier ne se précipiterait pas dans le renouvelable, si cela n'était pas rentable.

Il me semble d'ailleurs que deux piliers de l'énergie renouvelable, c'est à dire l'isolation et le solaire thermique me semblent eux, pas du tout concerné par ce "10 à 40 fois plus gourmand en capital".

Le 1/3 monde est amplement burné en solaire thermique, qui y semble d'un coût tout bonnement, bas, et d'une manière stupéfiante. L'amortissement ne s'y compte même pas en années, mais en mois, si l'on compare aux fioul, gaz et électricité.

Ce n'est donc pas "10 ou 40 fois plus gourmand en capital". Ou alors, on ne sait pas de quoi l'on parle. 3 à 6 mois, tout au plus, pour des installations qui coûtent 300 \$ et qui, dans des pays chauds, économisent 1 à 2 tonnes de fioul. Enfin, souvent, elles ne l'économisent pas, parce qu'il n'y avait rien avant...

Pour d'autres, c'est encore pire. Dans l'industrie lourde, 25 ans, c'est court, 50 ans, un changement rapide, et 1 siècle, une mesure de pensée courante. Alors, aller braire que la transition énergétique allemande, c'est un échec, il faut être gonflé comme une outre pour le prétendre.

Lancer un nouveau modèle, c'est toujours plus coûteux et gourmand en capital qu'un modèle, fut il à l'agonie, déjà testé, industrialisé et que n'importe quel pékin sait faire.

La production électrique allemande a évolué ainsi de 1990 à 2013 :

- charbon, de 140 à 132 TWh,
- lignite, de 170 à 161 TWh,
- fioul, de 11 à 7 TWh,
- gaz naturel : de 36 à 67 TWh.

le total issu du fossile passant de 358 à 356 TWh, baisse insignifiante me direz vous, mais plus significative si on regarde le "haut de bulle", visible au

milieu de la décennie 2000-2010. En 2007, le maximum atteignait 384 TWh, et il faut tenir compte de l'effet d'inertie. Les centrales au gaz étaient à la mode dans les années 1980-1990, et les centrales à charbon jusqu'en 2007. Il n'y a plus de nouveaux projets.

C'est une malhonnêteté intellectuelle profonde de dire qu'il n'y a pas de changement. Le premier changement, c'est de mesurer le flux d'investissement, il n'existe plus dans le fossile;

Le second changement, c'est de mesurer le flux de désinvestissement. Il est d'un fort honorable gabarit dans le fioul, désormais réduit à presque rien, le charbon, moins fort dans le lignite.

Le nucléaire, lui, a été prié de fermer partiellement, pour éviter l'effondrement brutal du charbon et du lignite. Sa production est passée de 152 à 97 TWh.

Le renouvelable, "pas adapté", lui, s'est envolé de 20 à 152 TWh et son vrai développement n'a commencé qu'après 2000.

Le reste, lui est stable, de 20 à 25 TWh.

Globalement, la production est passée de 550 à 631 TWh. La malhonnêteté intellectuelle profonde est de se contenter de voir ce que l'on veut voir.

Oui, la production fossile n'a pas diminué, mais la consommation globale a fortement augmenté. Et c'est le nucléaire qui fait l'ajustement. Cela chagrine certains ? Les centrales nucléaires devront aussi être désinvesties...

La malhonnêteté c'est aussi de ne vouloir voir que les variations mensuelles ou annuelles, qui peuvent être déconnectée de la tendance lourde.

La malhonnêteté c'est de ne pas vouloir voir que les pouvoirs politiques protègent aussi lignite, charbon et même nucléaire. Quand il n'est plus protégé, comme le fioul, il tombe à l'état de reliquat en voie de disparition.

En 2014, [la production](#) ne s'établissait plus qu'à 610 TWh, dont 157 pour le renouvelable, 156 pour le lignite, 110 pour la houille, le nucléaire, stable à 97 TWh, le gaz à 58 TWh, et qui est en pleine crise et le fioul qui meurt à 5 TWh.

L'évolution, sur longue période se montre ici. Le charbon, le gaz et le fioul, étranger ou coûteux, est sacrifié, le lignite, préservé, parce qu'il est national, et disponible en grandes quantités.

La malhonnêteté, cela consiste aussi à faire des calculs orientés. La biomasse fait partie du renouvelable, si on n'en extrait que le surplus, et du non renouvelable, si on en extrait plus. Pour le moment, il n'y a pas lieu de le rajouter aux centrales à flamme pour gonfler la production faite à partir du gaz, lignite, charbon et fioul.

En 2015, jusqu'à la présente date (fin mai, première semaine de juin), la production a visiblement connu un trou d'air à 237 TWh (Hydraulique 10, vent 34, solaire 15, biomasse 20, charbon 42, lignite 60, gaz 16 et nucléaire 40), et on peut noter l'effacement total du charbon brun un mois, en mars.

On peut donc noter que la ventilation de la production, c'est aussi un rapport de force économique et politique, et non purement des choix techniques judicieux.

Les capitalistes aiment faire des arbitrages, judicieux financièrement à courte vue, mais qui ne relèvent pas d'une vision du futur grandiose.

Envisager les choses d'un point de vue commercial uniquement

Paul Jorion le mardi 9 juin 2015 Le Monde / L'Écho

Un extra-terrestre écrira-t-il un jour, parlant de nous, qu'une espèce s'était retrouvée confrontée à son extinction, qu'elle en fut pleinement consciente mais se découvrit tragiquement mal outillée pour faire face à une telle échéance, ses dirigeants considérant que le défi pharaonique dressé devant elle ne pouvait être relevé qu'en envisageant la question d'un point de vue *purement commercial* ?

Ajouterait-il qu'une telle restriction de l'approche adoptée au point de vue *purement commercial* scellait notre malheureux destin car elle signifiait que nous nous enfermerions dans l'autodestruction ?

En 1933 déjà, Keynes dénonçait dans *National Self-Sufficiency*, une allocution prononcée à Dublin, notre incapacité à traiter les problèmes de société fondamentaux auxquels nous sommes confrontés autrement qu'en fonction du « combien cela rapporte » :

« Le XIX^e siècle a promu jusqu'à la caricature le critère que l'on appellera

pour faire bref, « les résultats financiers », comme test permettant de déterminer si une politique doit être recommandée et entreprise dans le cadre d'une initiative d'ordre privé ou public. Le destin personnel s'est transformé en une parodie du cauchemar d'un comptable. Au lieu d'utiliser leurs ressources techniques et matérielles désormais beaucoup plus vastes pour construire une cité idéale, les hommes du XIX^e siècle construisirent des taudis, et ils pensèrent que bâtir des taudis était la chose juste et recommandable, parce que les taudis, à l'aune de l'entreprise privée, « cela rapporte », alors que la cité idéale aurait été selon eux un acte fou d'extravagance, qui aurait, dans le vocabulaire imbécile du monde financier, « hypothéqué l'avenir ». »

La peste de la *marchandisation* se manifeste dans tous les domaines : éducation, politique médicale, recherche scientifique, rien n'échappe désormais à la logique commerciale de maximisation du profit. Nos dirigeants, alignant leurs comportements sur ceux du monde marchand, n'envisagent d'assurer la survie de notre espèce que dans une perspective *purement commerciale* : en termes de « droit à polluer » ou de « droit à détruire », chacun de ceux-ci ayant un prix que le marché se fera un plaisir de déterminer. Un dirigeant d'entreprise quittant sa firme exigera lui des millions en compensation du fait qu'il ne cherchera pas à saboter l'activité de celle-ci en travaillant pour la concurrence, comme si la *décence ordinaire* dont parlait George Orwell ne suffisait pas à définir un cadre à son comportement futur. La malhonnêteté étant la voie du profit, elle est devenue la norme, et un dirigeant d'entreprise exige en conséquence d'être rémunéré pour se conduire honnêtement.

Nos systèmes de valeur ont été évacués et remplacés par une logique pure de profit. Mais celle-ci peut-elle garantir la survie de notre espèce, confrontée à des défis considérables en matière environnementale, ou comme conséquences de la fragilisation croissante de notre système financier en proie aux paris démesurés sur la variation des prix, ou de la disparition de l'emploi devant l'avancée des systèmes informatiques, robots et logiciels ?

La commercialisation de la licence à polluer est l'enfant de Ronald Coase, Prix Nobel d'économie en 1991. Quant à la marchandisation à outrance : la constitution de la famille dans une perspective de maximisation du profit, la traduction de la justice en une question de minimisation des coûts de

l'appareil judiciaire, elle est elle bien entendu le bébé de Gary Becker, prix Nobel d'économie l'année suivante.

La responsabilité de l'incapacité qui est devenue la nôtre d'envisager l'avenir de l'espèce autrement que dans une perspective *purement commerciale*, rendant ainsi la question pratiquement insoluble, incombe donc au moins partiellement au jury du Prix Nobel d'économie, décidément bien léger dans les décisions qu'il prend puisqu'il avait couronné, respectivement en 1974 et 1976, deux supporters enthousiastes du dictateur chilien Augusto Pinochet : Friedrich von Hayek et Milton Friedman.

Philosophie et écologie / Le pétri dans le pétrin. Ou l'optimum de l'habiter de l'humanité...

Paul Racicot 18 janvier 2011



Quand je contemple ce qu'il faut pour créer et entretenir un barrage hydroélectrique et tout le réseau, du barrage à ma cafetière, je ne vois guère de différence entre «ce qu'il faut pour» du côté de Hydro-Québec et «ce qu'il faut pour» du côté d'Areva (France) - qui fabrique des réacteurs nucléaires. C'est que la même motivation est mise en branle, peu importe le régime politique (dictature ou démocratie) : générer de l'électricité pour «répondre à la demande», actuelle et/ou future. La chute ou l'uranium ainsi «harnachés» forment alors avec le réseau une infrastructure énergétique susceptible d'alimenter et/ou de rameuter des ménages et des industries, de «créer de l'emploi et de la richesse» dans les secteurs primaires, secondaires et tertiaires

du pays.

Donc, «ce qui est ou fait science et technique» est en fait orienté par le résultat souhaité en regard des besoins (?) et des ressources matérielles, intellectuelles et financières disponibles. La politique ou «l'état d'esprit du peuple» peut sans doute accélérer ou ralentir la mise en place de telles infrastructures, mais c'est surtout la capacité de se les payer qui importe : Areva peut vous fournir un réacteur nucléaire clé en main et même l'opérer pour vous... si vous en avez les moyens.

Ce qu'il faut questionner, ce sont évidemment les besoins. Sont-ils vraiment illimités? S'ils sont illimités, peuvent-ils être satisfaits? Et, surtout s'ils sont illimités, doivent-ils l'être, en regard du fait que la Nature, elle, a ses limites? Car doit-on sans relâche rappeler que l'humanité est de la Nature dans la Nature?!

Bourez un pétri d'une gelée «nutritive», flanquez-y quelques bactéries d'une même espèce et placez le pétri dans l'étuve à la température optimale. Et elles s'y multiplieront jusqu'à ce qu'elles crèvent dans leurs déchets toxiques.

La Terre est le pétri. Son écosphère est la gelée nutritive. L'humanité est une espèce de bactérie... parmi tant d'autres, comme toutes les autres, et donc susceptible d'être éliminée ou... de trouver sa niche dans l'écosystème planétaire.

Je me dis que lorsque l'humanité commence à recycler ses déchets, à pomper le méthane de ses dépôts d'enfouissement, à faire de la pisciculture parce qu'il n'y a plus de poissons dans les océans, à triturer le code génétique des organismes vivants (et même les siens) pour «booster» les rendements, etc., c'est peut-être qu'elle a dépassé «l'optimum de l'habiter»... et que les habitants du pétri sont désormais dans le pétrin. ;-)

L'industrialisation-urbanisation croissante, couplée à la croissance démographique, ressemble bien à cette pandémie de bactéries dans un pétri. Et elle n'a pas grand-chose à voir avec quelque «optimum de l'habiter», avec la recherche consciente d'un «mieux-vivre-ensemble» ou d'une «participation

citoyenne à la vie démocratique»...

Pour le moment, l'optimum de l'habiter, c'est pour les rares richissimes qui peuvent se le payer... et en payer les mesures qui en assurent la sécurité. Et pour ce qui est de l'optimum de l'habiter de notre future humanité... faudra voir ce qu'il en sera dans quelques dizaines d'années, lorsqu'elle aura épuisé ses dernières ressources pétrolifères et uranifères.

Rendons-nous à la raison suivante : si «l'Homme est un animal raisonnable», l'humanité est, pour le moment, une colonie expansive fort déraisonnable. Or, les mutants ne sont massivement générés que dans le creux d'une extinction massive, dans le creuset toxique d'un tout nouveau «bouillon de culture»... ;-)

Merci à Alain Vézina pour m'avoir inspiré ce texte. Et je vous assure qu'il n'y est pour rien dans mes prises de position loufoques à l'égard de l'humanité... et de son avenir. ;-)

+ 1,5°C ? + 2°C ? ... Quand le climat basculera-t-il vers un monde très dangereux ?

Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPetrole.com Publié le 7 juin 2015

Un rapport qui est entre les mains des négociateurs « climat » de la prochaine Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques de Paris (COP21, en décembre) suggère qu'il serait par précaution préférable de viser une limite de réchauffement inférieure à 2°C, notamment à cause d'éventuelles rétroactions du système terrestre. Or, selon les données du GIEC, pour avoir une chance sur deux de limiter le réchauffement à environ +1,5°C, soit +0,65°C par rapport à aujourd'hui, il faut laisser environ 90% des combustibles dans le sol. Et nous devons émettre moins de 10 ans de nos émissions actuelles avant d'avoir une société définitivement décarbonée ! L'étai se resserre...



Dans le passé de la Terre, des débâcles d'icebergs ont déjà provoqué, en affaiblissant le courant Atlantique Nord issu du Gulf Stream, des refroidissements rapides du climat. Ces « surprises climatiques » sont connues sous le nom d'événements de Heinrich. Doc. Freeimages, DR.

Certains scientifiques comme [James Hansen](#) à la NASA le craignent depuis un moment déjà, et [le sujet a émaillé la dernière conférence des Nations-Unies sur le climat à Lima](#), en 2014, et vient d'être remis sur la table par le biais d'un rapport, dans le cadre d'un round de négociations à Bonn en Allemagne, en vue de la COP21 à Paris : la limite des 2°C ne serait pas le meilleur objectif à viser si l'on veut vraiment réduire les risques d'emballement du réchauffement global.

Viser une limite de réchauffement le plus possible en dessous de +2°C

Emanant du dialogue entre experts « climat » issus de divers organismes (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, organisation météorologique mondiale, Hadley Centre, Programme des Nations-Unies pour l'environnement...), ce [rapport SED \(Structured Expert Dialogue\)](#) souligne peu ou prou que même si la science manque encore de précisions concernant les risques supplémentaires entre un réchauffement de

1,5°C et un réchauffement de 2°C, il conviendrait par précaution que l'on vise une limite (ou « ligne de défense » ou encore « zone tampon ») le plus possible en dessous de 2°C.

Les scientifiques estiment qu'un tel objectif réduirait les risques concernant entre autres, l'insécurité alimentaire (par exemple en Afrique), l'extinction d'espèces, l'acidification des océans, ou encore la disparition de systèmes « uniques et menacés » comme les récifs coralliens et maintes parties de la cryosphère, ce qui inclue également le risque de hausse aggravée du niveau de la mer. Ils expliquent notamment que « dans un monde plus chaud de 1,5 °C que dans les temps pré-industriels, nous sommes sur le point de passer à un risque élevé pour les organismes, alors que dans un monde à 2 °C plus chaud que dans les temps pré-industriels, le risque devient élevé pour des écosystèmes complets ». Ils évoquent également l'éventualité que l'on n'ait pas seulement une hausse progressive des effets du réchauffement global mais également certaines évolutions « non-linéaires ».

Eviter les rétroactions qui déclenchent des modifications potentiellement irréversibles du climat

Qu'est-ce à dire ? En fait, une crainte des chercheurs concerne plus généralement les rétroactions du systeme terrestre, dont l'inertie est très longue. Citons par exemples la réduction des glaces et des manteaux neigeux qui entraîne elle-même une accélération du réchauffement et donc encore plus de réduction des glaces, les sécheresses et canicules qui affaiblissent la capacité des écosystèmes terrestres à capter du CO₂, le réchauffement de l'eau de mer qui diminue également la capacité des océans à stocker du dioxyde de carbone, cela favorisant la hausse de la concentration atmosphérique de CO₂.

A un certain seuil, ces rétroactions peuvent déclencher des basculements, des modifications potentiellement irréversibles du climat, définitive à l'échelle de la vie d'un homme. Ainsi, les écosystèmes peuvent-ils se mettre à relâcher plus de CO₂ qu'ils n'en captent. Ainsi, la fonte du pergélisol ou permafrost (sol continuellement gelé aux hautes latitudes) peut-elle générer un puissant dégazage de gaz à effet de serre par le biais des importantes quantités de méthane que contiennent ces sols, aggravant rapidement le réchauffement global. Ainsi encore la fonte des glaces peut-elle parvenir à un stade où certaines de ces composants se disloquent et donnent naissance à une vaste

débâcle d'icebergs qui se mettent à dériver vers le sud, à la rencontre du courant de l'Atlantique Nord, et provoquent au final un refroidissement...

Les leçons de l'histoire de la Terre: des épisodes abruptement chauds et froids

Des basculements abrupts chauds et froids répétés ont déjà eu lieu dans le passé de la Terre. [Les paléoclimatologues ont même mis en relation de hautes teneurs en méthane de l'atmosphère \(pouvant être provoqué via le dégel du permafrost\) et le déclenchement, durant la dernière glaciation, de phases rapides de réchauffement](#) pouvant s'établir en quelques dizaines d'années, appelés événements de Dansgaard-Oeschger, et qui ont eux mêmes provoqué... des phases de refroidissement appelées événements de Heinrich.

Explication de cette « surprise climatique », selon [les travaux du chercheur Wallace Broecker](#) : une fois arrivées à un certain niveau de fonte, les glaces se sont effectivement disloquées et ont donné lieu à des débâcles d'icebergs. Dérivant vers le sud, ces icebergs ont fondu, apportant donc un énorme volume d'eau douce à l'océan qui, du coup, a vu sa concentration en sel chuter. Or, c'est sa température et sa concentration en sel de plus en plus élevée par le jeu de l'évaporation, qui permettent au courant de l'Atlantique Nord, issu du Gulf Stream, de monter jusqu'aux mers de Norvège, du Groenland, d'Islande et du Labrador, puis de plonger vers les fonds marins, générant ainsi ce que l'on appelle la circulation thermohaline ou « tapis roulant », régulateur du climat...

Chacune de ces périodes de débâcles d'icebergs a été accompagnée d'« une diminution très nette de la ventilation profonde de l'Atlantique », donc de la circulation thermohaline, et d'un « refroidissement intense » de l'ordre de 5°C, note le climatologue Edouard Bard, même si le « tapis roulant » reprend peu à peu par la suite (1).

Un élémentaire principe de précaution voudrait que l'on vise un objectif de moins de 2°C. Mais qu'est-ce-que cela veut dire viser 1,5°C et non plus 2°C ?

Si l'on prend en compte [l'hypothèse du scientifique James Lovelock d'une autorégulation de la Terre](#), cette capacité à créer un événement froid à partir d'un événement chaud pourrait témoigner d'une sorte de « soupape de sécurité » du système face à un réchauffement brutal, cette soupape n'étant

évidemment pas sans conséquences sur les êtres vivants.

Les travaux des scientifiques effectués sur le passé de la Terre tendent également à prouver que le largage massif de méthane dans l'atmosphère peut jouer un rôle d'« amplificateur de changement » et être à l'origine de perturbations majeures du climat (2), comme lors de l'extinction du Permien il y a 245 millions d'années, ou lors de la crise climatique de la fin du Paléocène il y a 55 millions d'années, crise qui a ensuite permis le développement des mammifères.... et au final de l'homme.

Mais la réalité scientifique que montre le rapport SED de la CCNUCC (3), c'est aussi que les chercheurs ne savent pas exactement à partir de quel moment, dans l'évolution de l'actuel réchauffement global dû à l'activité humaine, extrêmement rapide à l'échelle géologique, ce genre de basculement vers une évolution « non linéaire » devient inévitable du fait de l'inertie du système terrestre. C'est là que la « zone tampon » entre 1,5°C et 2°C prend toute son importance.

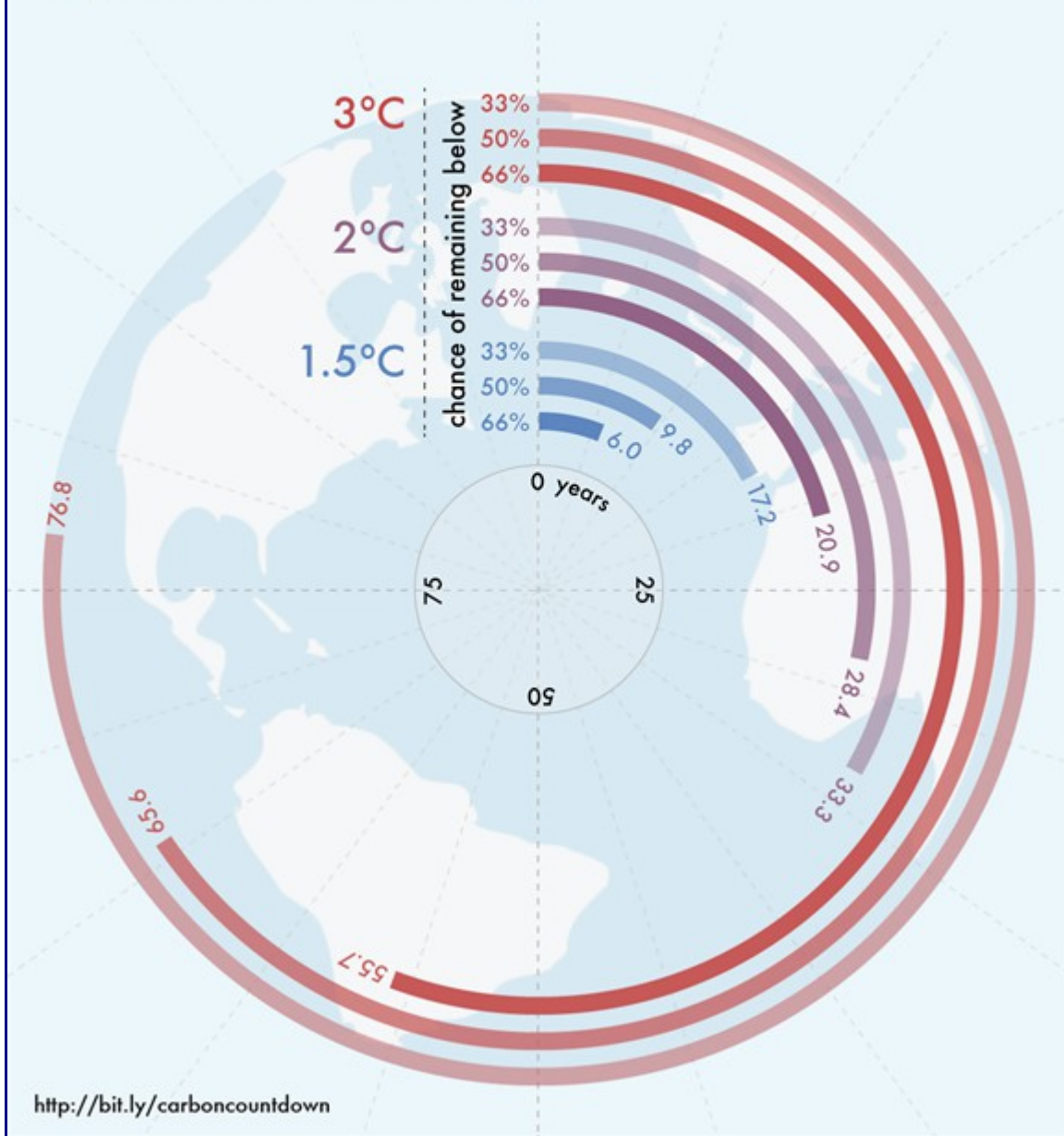
Dit autrement, un élémentaire principe de précaution voudrait que l'on vise un objectif de moins de 2°C. Mais qu'est-ce que cela veut dire viser 1,5°C et non plus 2°C ? Selon ce rapport, les moyens nécessaires pour un scénario à 1,5°C sont les mêmes que pour un scénario à 2°C, mais ils doivent être déployés plus vite, et la demande d'énergie a besoin d'être réduite plus tôt, ce qui implique un coût plus élevé que pour le scénario à 2°C.

La décarbonation, c'est maintenant. Sinon, de plus en plus diront assez vite: maintenant, c'est trop tard !

En terme d'émissions de CO₂ à ne pas dépasser, la réponse se trouve dans le dernier rapport de synthèse du GIEC (page 64). Pour avoir 66% de chances de limiter le réchauffement à +2°C, il ne faut plus émettre que 1000 milliards de tonnes de CO₂ à partir de 2011. Pour avoir 50% de chances de limiter le réchauffement à + 1,5°C par rapport à l'époque pré-industrielle, il faut n'en émettre que 550 milliards de tonnes, presque deux fois moins (400 milliards de tonnes pour avoir 66% de chances de limiter le réchauffement à +1,5°C). Or, cela représente aujourd'hui moins de 10 ans de nos émissions actuelles, selon les calculs de l'organisme expert, The Carbon Brief.

Carbon Countdown

How many years of current emissions would use up the IPCC's carbon budgets for different levels of warming?



Années d'émissions restantes (sur la base des émissions actuelles) pour les différents budgets carbone attribués par le GIEC à des niveaux de réchauffement de +1,5°C, +2°C et +3°C. ©Carbonbrief

Comme l'indique également le GIEC, les réserves prouvées de combustibles fossiles sont équivalentes à des émissions de CO₂ allant de 3670 à 7100 milliards de tonnes. Il faut donc laisser environ 90 % de ces combustibles fossiles sous terre pour avoir une chance sur deux de ne pas dépasser un réchauffement global de +1,5°C par rapport à l'époque pré-industrielle, c'est-

à-dire un réchauffement de l'ordre de + 0,65°C par rapport à la situation de 2012 (+0,85°C).

Enfin, pour parvenir à l'objectif +2°C, il est actuellement prévu un pic des émissions dans les 10 ans, au moins – 50% d'émissions de gaz à effet de serre en 2050, une neutralité carbone entre 2055 et 2070, et zéro émission de gaz à effet de serre entre 2080 et 2100. Pour 1,5°C, ou plutôt pour être le plus près possible de 1,5°C, la gageure est donc d'avancer toutes ces échéances... Ainsi, la baisse des émissions de gaz à effet de serre, c'est maintenant... la décarbonation c'est maintenant ! Sinon, on ne pourra très vite que dire: maintenant, c'est trop tard !

NOTES :

(1) *L'Homme face au climat. Ouvrage écrit sous la direction d'Edouard Bard. Odile Jacob, collection Collège de France.*

(2) «*Le méthane et le destin de la Terre. Les hydrates de méthane, rêve ou cauchemar ?*». Gérard Lambert, Jérôme Chappellaz, Jean-Paul Foucher, Gilles Ramstein. EDP-Sciences.

(3) *Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.*

(4)

Les producteurs et les consommateurs ne sont pas représentés dans les prix

SHTF

Mac Slavo
ShtfPlan

Publié le 09 juin 2015

Nous entendons dire depuis un certain temps déjà que ceux qui arpentent les couloirs de nos institutions financières les plus sacrées et les plus influentes manipulent depuis les actions et les obligations jusqu'aux prix de l'immobilier et des marchandises.

Alors que les régulateurs gouvernementaux ont complètement ignoré les machinations qui ont jusqu'à présent pris place, un grand nombre de preuves et de rapports d'enquêtes soumis aux organismes adéquats ont pu montrer que les jeux qui se jouent avec des milliards et parfois même avec des trillions de dollars ne sont plus de simples théories de la conspiration, puisque la conspiration qui vise au contrôle de certains marchés est bel et bien une réalité.

Ce fait a plus récemment a été souligné par Keith Neumeyer, directeur de l'une des plus grosses sociétés de production d'argent du monde, First Majestic Silver Corp. (NYSE:AG), dans une lettre envoyée à la

Commodity Futures Trading Commission. Dans cette lettre, Neumeyer explique que les preuves de manipulation sont claires, et que des dizaines de milliards de dollars d'argent papier sont utilisés pour manipuler la valeur du métal précieux :

Selon moi, les manipulations qui ont lieu sur le marché à terme du Comex vont à l'encontre de la législation concernant les marchandises et suggèrent que quelque chose ne va pas avec le processus de découverte des prix, puisque les producteurs et les consommateurs de métal ne sont pas représentés.

Vous réalisez certainement que l'avertissement de Neumeyer peut être appliqué à n'importe quelle classe d'actifs, dont le marché boursier, le marché de l'immobilier et le marché des prêts étudiants, sur lesquels les relations incestueuses des financiers des grosses banques et des régulateurs a complètement déconnecté le processus de découverte des prix à un système d'évaluation terre-à-terre. Les manipulations soulevées par Neumeyer sont des événements coordonnés qui affectent des millions de gens et sont contrôlées par une concentration de joueurs.

Un mécanisme de découverte de prix efficace et juste est nécessaire à la bonne santé de notre industrie et aux millions de personnes affectées par ce qui de l'extérieur semble être une manipulation des marchés par une poignée de joueurs.

Pouvons-nous attendre du gouvernement qu'il prenne des mesures afin d'améliorer la transparence des marchés et de punir les personnes responsables de la manipulation des marchés ? [Voici ce qu'en dit Zero Hedge](#) :

Ne vous attendez pas à recevoir une réponse. Il y a moins de deux ans, sous l'égide de Bart Chilton, qui est actuellement un lobbyiste de chez DLA Piper très bien payé par le lobby HFT bien qu'il l'ait critiqué des années durant alors qu'il travaillait pour la CFTC, le régulateur du marché des marchandises mettait fin à son enquête sur la manipulation du prix de l'argent après qu'aucune preuve ait été découverte.

...

Dans une république non-bananière, une agence de régulation tant humiliée aurait été obligée de rouvrir son enquête et d'admettre avoir eu tort et être passée à côté de preuves évidentes de manipulation. Mais aux Etats-Unis, les choses ne se sont pas passées comme ça.

Ce qui est aussi la raison pour laquelle, bien que je salue First Majestic pour avoir appelé la CFTC à mettre fin à la manipulation du marché de l'argent, nous n'entendrons bientôt plus jamais parler de ces accusations.

Nous savons parfaitement que les gouvernements ignoreront les demandes de First Majestic Silver Corp., mais comme l'a noté Ayn Rand :

« Nous pouvons ignorer la réalité, mais nous ne pouvons pas en ignorer les conséquences »

Quand la nature finira enfin par suivre son cours et que la combine de manipulation des prix orchestrée par une poignée de joueurs laissera place à une véritable découverte des prix, les métaux précieux comme l'argent pourraient enregistrer une flambée à la hausse, qui les portera peut-être jusqu'à de nouveaux records.

[Les actions chinoises en eaux troubles](#)



[Wolf Richter](#)
[Wolf Street](#)

Publié le 09 juin 2015

Les performances intra-journalières des actions chinoises ont été miraculeuses. Lundi, l'indice des actions de Shanghai a grimpé de 4,7% supplémentaires, et a enregistré une hausse de 77% sur six mois, et de 140% sur un an, qui n'a été interrompue que par des poches d'air occasionnelles et des effondrements éprouvants mais de courte durée.

Ces performances surviennent alors que l'économie chinoise ralentit fortement, que la surcapacité est un problème reconnu à l'échelle nationale, que la vente d'automobiles [ralentit](#), et que tout le monde, depuis le gouvernement national jusqu'au plus bas de l'échelle, travaille à dissimuler les prêts non-performants sous le tapis et loin des regards. Personne ne veut les admettre. Ils sont bien trop importants et bien trop hideux.

Il semblerait que rien ne mettra jamais fin au grand miracle du marché boursier. Même aux Etats-Unis, aucun jour ne passe sans qu'un gourou ne vienne conseiller aux investisseurs d'intégrer le marché des actions chinoises. Le monde entier est épris du miracle chinois.

Mais au beau milieu de cette frénésie se lève une voix dont les commentaires ont par le passé eu de lourds impacts : le vendeur à découvert Muddy Waters Research. Et il était grand temps.

Voici comment [Muddy Waters](#) explique l'origine de son nom :

Les Chinois ont un vieux proverbe, « 浑水摸鱼 » (il est plus facile de pêcher du poisson en eaux troubles). En d'autres termes, l'opacité crée une opportunité de profit. C'est une ligne de pensée qui est malheureusement devenue endémique sur les marchés globaux des capitaux.

Carson Block, de chez Muddy Waters, a annoncé à CNBC que les actions chinoises grimpent aujourd'hui parce qu'une importante dose de liquidité est injectée dans le système, mais aussi parce que le gouvernement chinois ne cesse de répéter qu'acheter des actions chinoises est patriotique. Il est, semble-t-il, impossible de perdre de l'argent. Voilà qui a donné lieu à la plus grosse manipulation du prix des actions par les insiders que nous ayons jamais vue – avec, dans beaucoup de cas, une hausse de 500% sur un an.

Voici quelles en sont les mécaniques :

Beaucoup prédisent la fin imminente de la bulle chinoise depuis des années. Un atterrissage brutal serait pour eux un scénario optimiste.

Malheureusement, aucun atterrissage n'a pour l'instant eu lieu, brutal ou non. La Chine poursuit son vol. Mais elle commence à manquer d'air. Lisez ceci : [China Momentum Indicator Plunges to “Hard Landing” Level](#)

Réunion de l'OPEP du 5 juin : un coup pour rien ?

Par Aymeric de Villaret. Publié le 9 juin 2015 dans [Énergie](#) , Contrepoints

Une réunion pour rien ? On peut se poser la question. Mais c'est vrai, qu'y avait-il à discuter ? Peut-on changer de politique 6 mois après avoir déclenché une guerre des prix alors qu'elle n'a pas encore porté tous ses fruits ?

Certes le nombre de rigs aux États-Unis a drastiquement chuté mais force est de constater qu'à 60-65\$/baril pour le Brent, un certain équilibre s'est effectué. Le rebond de la production américaine de fin mai peut laisser anticiper une guerre plus longue...

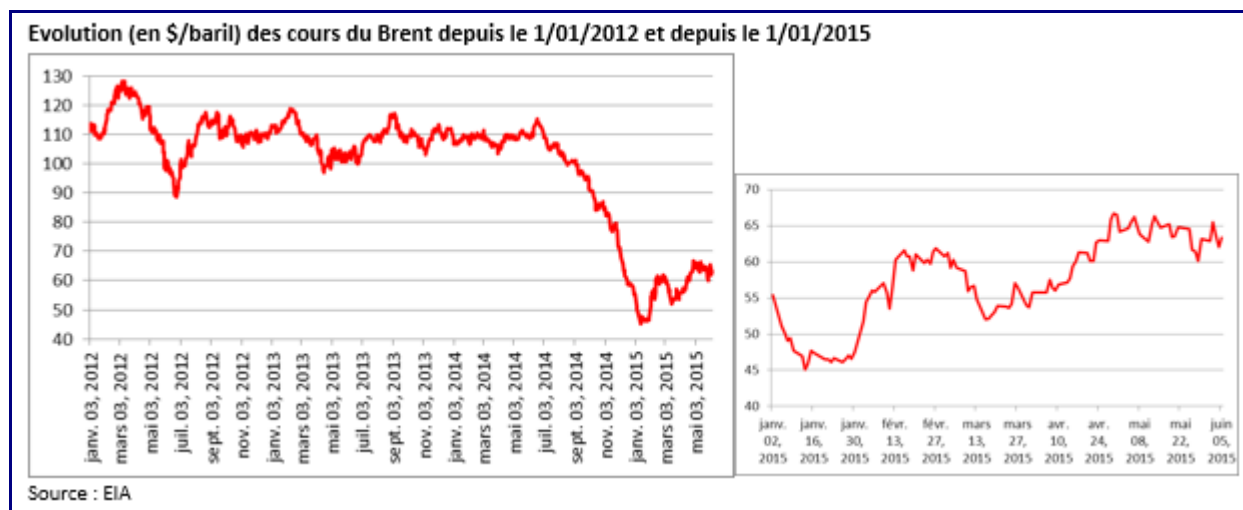
Réunion OPEP du 5 juin : on continue...

Un communiqué mettant en avant certes la volatilité des marchés, mais notant après la forte baisse des cours du baril, la remontée de ceux-ci. Au niveau de l'offre, une année 2015 avec une hausse de la part des pays non-OPEP du tiers de celle de 2014. Et cela, alors que la croissance mondiale s'est stabilisée et que la demande de pétrole devrait s'accélérer au second semestre 2015 et en 2016 grâce aux pays non-OCDE.

On comprend donc qu'avec des perspectives de hausse de la demande et de moins de concurrence, l'OPEP ait une vision du futur plus optimiste que fin novembre.

Certes les stocks sont élevés... D'où une nécessité de « respecter » le plafond de 30 Mb/j... Même si tout le monde sait que ce plafond n'est pas respecté, notamment par l'Arabie Saoudite qui n'a jamais autant produit. Selon les dernières sources (Reuters), la production de l'OPEP aurait été en mai de 31,22 Mb/j.

Les cours du Brent se sont stabilisés depuis 2 mois dans une zone 60-65\$/baril



De manière très nette et comme l'a dit l'OPEP le 5 juin, les cours du Brent se sont maintenant stabilisés depuis la mi-avril (bientôt deux mois) dans une

zone de 60 à 65\$/b

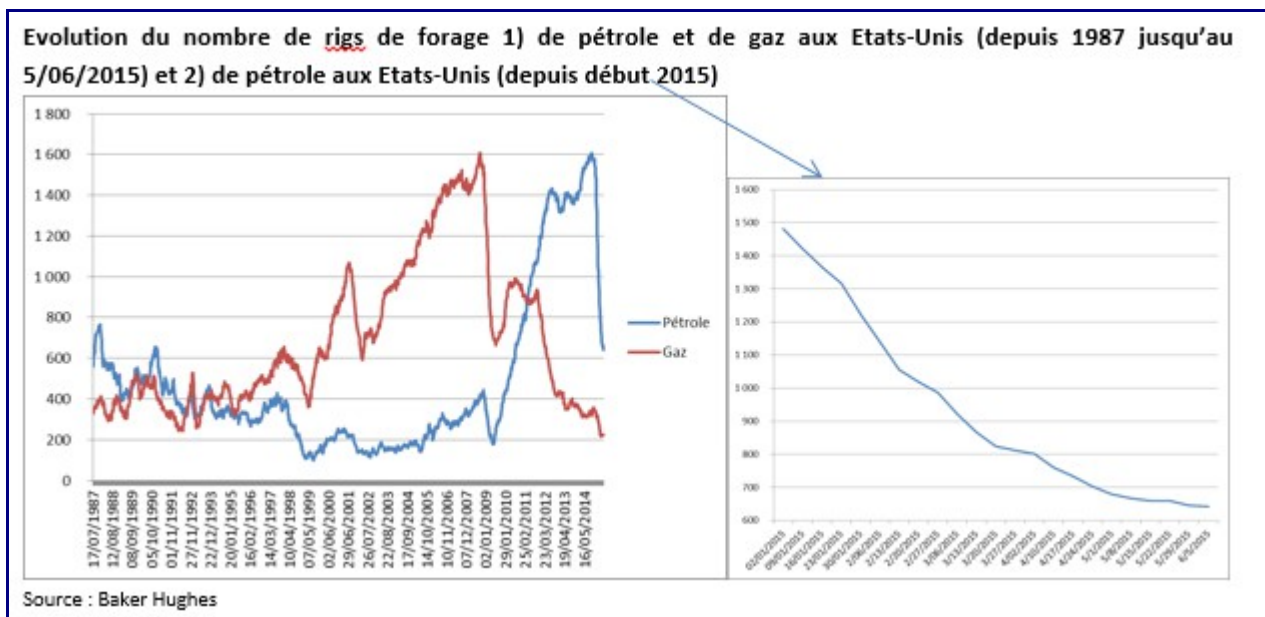
Le nombre de rigs aux US continue de baisser alors que fin mai, certains les voyaient remonter

Alors que certains escomptaient un arrêt dans la chute du nombre de rigs aux États-Unis, avec le rebond du baril et ainsi que le laissaient montrer les statistiques de mai :

– baisse de 123 en avril

– baisse de 29 du 1er au 15 mai puis baisse de 1 pour semaine du 15 au 22 mai...

... la semaine du 22 au 29 a vu une nouvelle petite dégradation (moins 13) poursuivie la semaine du 29 mai au 5 juin (moins 4).



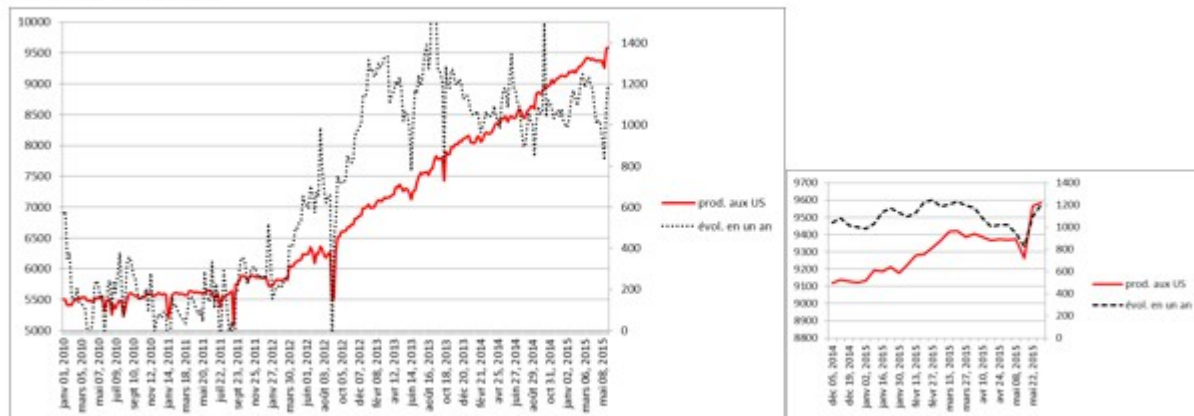
Certes, la baisse est nettement moindre et on est en droit de s'interroger sur un arrêt de cette baisse.

Aux cours actuels du baril, il existe des productions profitables et une stabilité du baril peut inciter à relancer certains forages.

La production américaine remonte...

Certains puits ont été forés mais les opérations de fracturation non effectuées en attente d'une amélioration des prix incitent à être prudents sur l'arrêt définitif de la hausse de la production américaine.

Evolution de la production de pétrole américaine depuis 2010 jusqu'au 29 mai 2015 et variation annuelle (en kb/j)



Source : EIA

La meilleure preuve en a été donnée avec les chiffres de production de fin mai montrant un rebond de la production.

Conclusion

Le rebond récent de la production américaine peut inciter à la prudence quant au succès définitif de la guerre des prix déclenchée par l'Arabie Saoudite. L'OPEP, le 7 juin, a décidé unanimement de la continuer.

Il est vrai que la demande de pétrole repart et que même si les États-Unis produisent de nouveau plus, les espoirs de croissance pour le futur sont moindres qu'avant.

Une fois la guerre déclarée, autant aller jusqu'au bout et attendre les fruits des efforts accomplis car les fortes réductions des dépenses d'investissements effectuées depuis plus de 6 mois alliées à la hausse de la demande ne pourront pas ne pas avoir d'influences sur les prix.

Aussi la prochaine réunion de l'OPEP n'aura-t-elle lieu que le 4 décembre prochain...

« Wait and see » comme diraient les Anglo-saxons...

SRSROCCO chez SGT REPORT : « Les 10.000 tonnes d'or de la Chine détruiront le DOLLAR »

Blog de la résistance 8 juin 2015

SRSrocco et SGT sont persuadés que la Chine possède d'ores et déjà plus de 10.000 tonnes d'or, et qu'elle prépare un mauvais coup monétaire . Z .



<https://youtu.be/CEkoXZDMw7I>

Je parlais avec Steve St. Angelo de SRSroccoreport.com des dernières évolutions dans les marchés de l'or et de l'argent. Voici ce qu'il avait à dire à propos de l'interview.

Comme nous le soulignons, le journaliste moqueur de Bloomberg Nicholas Larkin a récemment écrit que si la Chine pouvait obtenir 10 000 tonnes d'or, cela justifierait une réévaluation de l'or à \$ 64,000 l'once.

Cependant, Larkin fait valoir que la Chine a bien moins de 2.000 tonnes en se basant sur le dernier rapport officiel de la nation en 2009. Steve et moi discutons du fait qu'il est beaucoup plus probable que la Chine a déjà 10 000 tonnes d'or MAINTENANT !

Alors ... Qu'est ce qui arrivera au prix de l'or une fois que la Chine mettra à jour officiellement depuis six ans le nombre «officiel» ... hein ?! Bloomberg

Nous avons aussi parlé du cas curieux des records d'importations d'argent physique par le gouvernement américain et du grand boom proche pour l'argent.

Est ce que ça va enfin monter ? Ou est-ce que ça va aller plus bas sous le contrôle des banques commerciales en plein essor de nouvelles positions courtes ?

Quant aux perspectives macro-économiques, Steve offre une image de la réalité, à propos de l'état actuel du système mondial de Ponzi papier : « L'inflation que nous devrions vraiment voir est astronomique ; les gens vont recevoir une déclaration disant qu'ils ont un demi-million pour leur retraite. Eh bien voilà d'où l'inflation viendrait.

Tout est dans ces actifs papier, et ils vont implorer. Ensuite nous allons vraiment voir ce que l'inflation est « , dit Steve.

Il conclut: «Je pense que ça va détruire la valeur actuelle nette de la plupart des actifs papier, et nous allons voir un énorme nouveau recalcul de ce qu'il en coûte réellement pour acheter quelque chose. »

Vous pouvez écouter l'interview en regardant la vidéo ci-dessus, ou vous pouvez directement aller sur SGT REPORT et regarder ici: 10.000 tonnes de la Chine de l'or va détruire le DOLLAR – SRS Rocco

<http://srsroccoreport.com/chinas-10000-tons-of-gold-will-destroy-the-dollar/chinas-10000-tons-of-gold-will-destroy-the-dollar/> – <http://sgtreport.com/2015/06/chinas-10000-tons-of-gold-will-destroy-the-dollar-srs-rocco/> – resistanceauthentique

Rester en dessous de 2°C, un objectif politique illusoire

Biosphère 09 juin 2015

Notre société en pollupullulation est obligée de simplifier à l'extrême en habillant de chiffres abstraits une réalité très complexe. Ainsi cet objectif fétiche à ne pas dépasser les « Deux degrés Celsius », emblème de la lutte contre le changement climatique en cours. Stéphane Foucart dans son article* est clair : « *Le niveau de sécurité garanti par ce seuil est largement sujet à caution.* » Cette limite de 2 °C n'est d'ailleurs pas issue d'un travail scientifique, mais le fruit d'une décision politique : cela semblait raisonnable et médiatiquement valable.

Dans son dernier rapport, la CCNUCC** estime au contraire que dans un monde plus chaud de 2 °C par rapport à la période préindustrielle, « *la rapidité du changement climatique deviendrait trop importante pour certaines espèces* », que « *l'élévation à long terme du niveau de la mer pourrait excéder un mètre* » ou encore que « *les risques combinés du réchauffement et de l'acidification des océans deviendraient élevés* ». Dans la plage de réchauffement comprise entre 1,5 °C et 2 °C, la survenue d'« effets non linéaires » (c'est-à-dire emballement climatique) n'est cependant pas exclue. Or la différence des efforts à accomplir est très élevée : selon le GIEC, avec un objectif de 2 °C cas, il faut réduire les émissions de 40 % à 70 % d'ici à 2050, et rester en dessous de 1,5 °C nécessite une réduction de 80 % à 90 %. En 2011, le climatologue américain James Hansen (NASA) – le premier à avoir alerté l'opinion en 1988 sur le réchauffement climatique – avait déclaré que la trajectoire vers 2 °C de réchauffement était « **la promesse d'un désastre** ». Il est encore possible qu'à seulement 1°C (c'est-

à-dire plus chaud de 0,15 °C par rapport au niveau actuel) l'effondrement de la calotte de glace du Groenland fasse grimper de sept mètres le niveau de la mer.

La lutte contre le réchauffement climatique devient donc une tâche absolument nécessaire mais pratiquement impossible. Réduire par exemple nos émissions de gaz à effet de serre de 75 %, c'est les diviser par 4 en 35 ans. Personne ne dit dans les négociations internationales comment y arriver. L'idée d'un prix mondial du carbone a été abandonnée lors de la conférence de Copenhague de 2009 et la diplomatie climatique s'est transformée en une chambre d'enregistrement de promesses de réduction sans lendemain. Des économistes donnent quelques pistes : « *Une taxe carbone mondiale serait la meilleure solution. Mais la mise en place d'un marché d'émissions nous semble être la solution la plus pertinente dans le cadre actuel.* »*** Or le marché carbone à petite échelle a déjà montré ses insuffisances, la carte carbone « nationale » est refusée par presque tous les pays, à plus forte raison si elle est mondialisée. Il nous restera donc la carte carbone de rationnement, mais il sera déjà trop tard pour éviter la montée des eaux, l'acidification des océans, la perte de biodiversité, les réfugiés climatiques et, cela a déjà commencé, guerres, famines et épidémies.

NOTES :

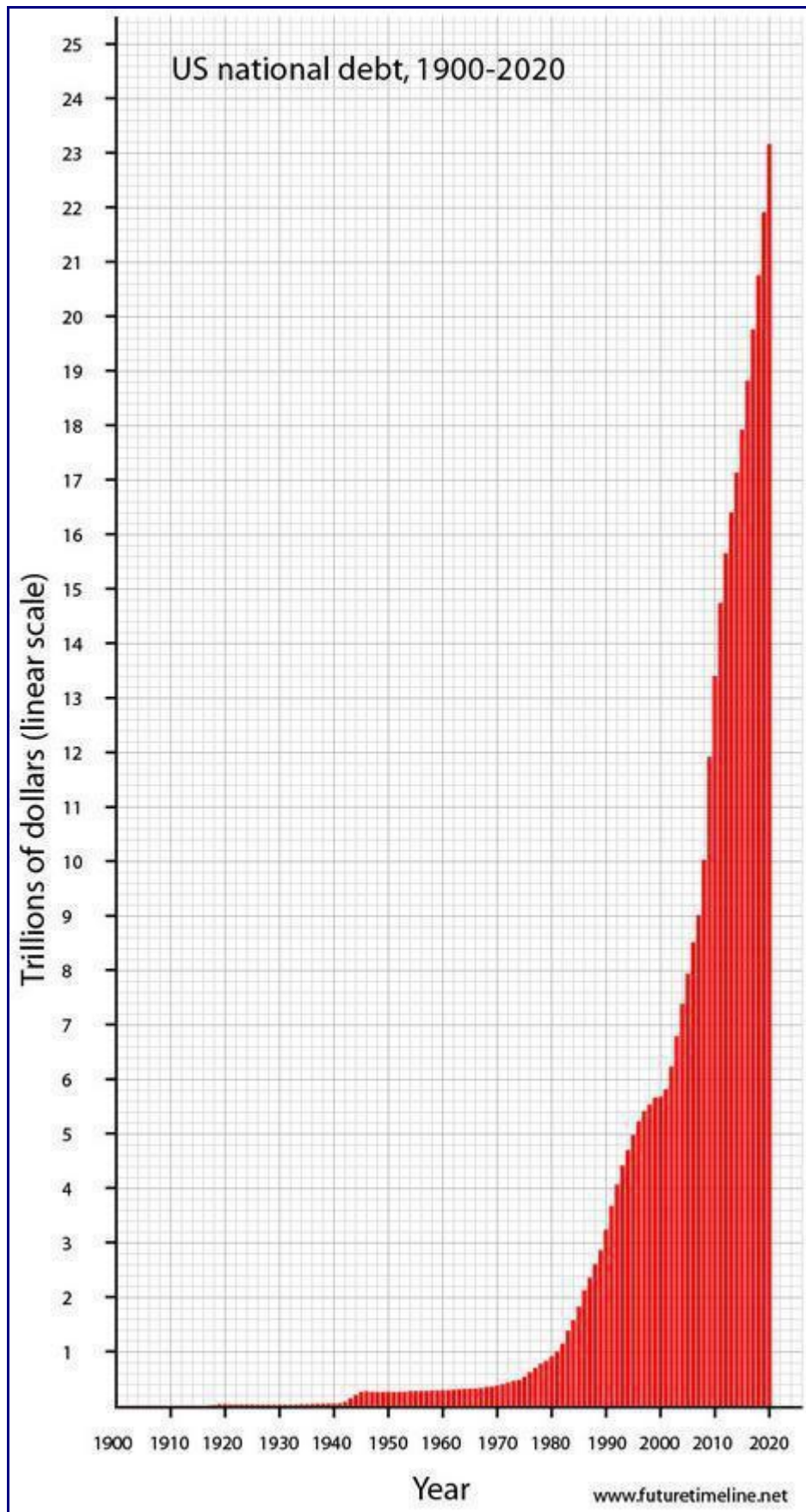
* LE MONDE du 6 juin 2015, Réchauffement : le seuil limite des 2 °C est trop élevé

** Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

*** LE MONDE éco&entreprise du 5 juin 2015, pour un accord efficace sur le climat

L'image du jour : Comme les arbres, les dettes ne montent jamais jusqu'au ciel...

Publié le 8 juin 2015 par [Olivier Demeulenaere](#)



(source : futuretimeline.net)